

AGRICULTURES FAMILIALES : POUR ALLER PLUS LOIN

Jean Michel Sourisseau (dir.), *Agricultures familiales et mondes à venir*, Versailles, Editions Quæ, 2014, 360 pages, ISBN : 9782759221417, 26 €

En cette année 2014 dont la FAO voulait faire l'« année internationale de l'agriculture familiale », le principal mérite de cet ouvrage collectif (pas moins de 90 auteurs !), qui met en relief des recherches menées au Cirad depuis trois décennies, est de montrer la pluralité des agricultures familiales existantes de nos jours dans le monde. D'où l'importance du pluriel affiché dans son titre. Toutes ces agricultures ont en commun de mobiliser essentiellement une main-d'œuvre familiale et de ne pas vraiment dissocier les comptes des unités de production agricole et ceux des ménages qui en assurent la gestion pour la satisfaction de leurs propres intérêts. Mais force est de reconnaître que les exploitations agricoles familiales présentent néanmoins encore aujourd'hui une très grande diversité de formes dans notre monde dont l'économie est pourtant de plus en plus globalisée. Toutes ne sont pas situées dans les mêmes contextes agro-écologiques, n'ont pas la même superficie et ne disposent pas des mêmes équipements (outillage, machines, infrastructures, etc.). Leurs tailles économiques sont donc bien différentes, tout comme celles d'ailleurs des familles qui en ont la charge : familles nucléaires, lignages, clans, etc.). Les statuts juridiques, les modes de tenure foncière (propriété, fermage, métayage, occupation pure et simple, etc.), les modalités d'accès aux eaux de surface et souterraines, les possibilités ou non d'accéder à des financements extérieurs et la

plus ou moins forte intégration aux marchés régionaux, nationaux et internationaux, apparaissent aussi comme des éléments décisifs pour expliquer les comportements souvent disparates et même parfois très discordants de très nombreuses familles d'agriculteurs. Pas grand-chose de commun entre une toute petite unité de production africaine dans laquelle la famille s'efforce tant bien que mal d'assurer son autosubsistance alimentaire avec des outils exclusivement manuels, une exploitation brésilienne de plusieurs centaines d'hectares au sein de laquelle la monoculture extensive de soja pratiquée avec de puissantes machines automotrices évite tout recours à de la main-d'œuvre salariée et une plantation villageoise de palmiers à huile d'Indonésie dans laquelle une famille nombreuse travaille sous contrat avec une usine de transformation toute proche.

Sans doute aurait-on donc aimé voir figurer en fin d'ouvrage une typologie en bonne et due forme des diverses agricultures familiales. Mais tel n'était apparemment pas l'objectif des auteurs. On comprend surtout qu'au vu de leur diversité actuelle, toutes les agricultures familiales ne peuvent être qualifiées de « paysannes » et que certaines d'entre elles peuvent même s'avérer être aussi industrielles que bien des agricultures à main-d'œuvre salariée. Et il est clair qu'il existe désormais un très grand nombre de ces agricultures qui ne peuvent guère être considérées comme « archaïques et synonymes de pauvreté » et que « si les conditions favorables sont réunies (aussi bien en matière de biens publics qu'en mesures de politiques publiques adaptées pour l'accompagnement et le renforcement de leurs capacités), les agricultures fami-

liales offrent des potentialités de changement crédibles ». Une conclusion que pourraient méditer bien des chefs d'États et gouvernements d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est, pour qui seules des exploitations agricoles capitalistes ou patronales à salariés seraient à même d'assurer un développement agricole accéléré dans leurs pays, avec pour conséquence d'encourager le phénomène d'accaparement de terres (*land grabbing*) observés aux dépens des familles paysannes depuis la fin des années 2000.

L'ouvrage ne tombe pas pour autant dans un éloge sans réserve de toutes les formes d'agricultures familiales. Il fait plutôt état de leurs diverses contributions, positives et négatives, en matière de performances économiques, sociales et environnementales. Il n'occulte donc pas leurs limites éventuelles.

Le plus intéressant est sans doute l'analyse des conditions socio-économiques dans lesquelles les systèmes de production agricole mis en œuvre dans les exploitations familiales évoluent plutôt dans le sens d'une diversification et d'une résilience croissantes ou tendent au contraire à devenir de plus en plus spécialisés. Avec notamment des conséquences très différentes pour ce qui est de leur « durabilité ». Les exemples de telles évolutions contrastées en Afrique subsaharienne et en Amérique latine abondent ; mais assez curieusement, les transformations rapides et considérables des agricultures chinoises et de l'Asie du Sud-est, suite aux processus de réformes agraires (Taïwan, Corée, etc.) et de dé-collectivisation (Chine, Vietnam, etc.) restent assez peu évoquées. De même est-il fait peu de cas de la Thaïlande, premier exportateur mondial de riz, manioc et caoutchouc, alors même que prédominent encore des formes multiples d'agricultures familiales dans ce pays qui n'a jamais été colonisé.

Autre petit regret : le trop faible effort de théorisation pour rendre plus intelligible la

nature et les raisons d'être des relations observées entre les diverses formes d'exploitations agricoles familiales et les systèmes techniques de production pratiqués en leur sein. Ainsi aurait-on apprécié d'avoir davantage d'explications sur les raisons pour lesquelles il est logique de voir certains systèmes de production évoluer vers une utilisation toujours plus grande des ressources naturelles renouvelables (intensification écologique) alors que d'autres ont plutôt tendance à avoir un recours accru aux énergies fossiles et à des intrants manufacturés (engrais de synthèse, produits phytosanitaires, etc.). Les cas de telles évolutions contrastées présentés dans l'ouvrage sont pourtant légion. De même aurait-on aimé voir tirer quelques leçons d'ordre général, avec quelques conclusions percutantes, au sujet des systèmes de culture et d'élevage mis en œuvre dans les unités de production familiales en comparaison avec ceux pratiqués dans les exploitations patronales ou capitalistes (d'ailleurs qualifiées ici le plus souvent de « managériale » ou « d'entreprises ») qu'elles côtoient très souvent et avec lesquelles elles sont fréquemment en concurrence. Mais il est vrai que ce manque de théorisation est une caractéristique souvent commune à beaucoup d'ouvrages collectifs écrits par des auteurs de disciplines différentes dont les centres d'intérêt étaient au départ trop disparates.

Sans doute aussi l'éditeur scientifique n'a-t-il pas voulu procéder à des généralisations ou des extrapolations qui auraient pu apparaître abusives sur un thème qui prête encore souvent à des débats idéologiques peu en lien avec la réalité. Et il est vrai que le grand mérite de cet ouvrage est de bien montrer les potentialités et les limites d'agricultures familiales finement observées sur le terrain dans des situations diverses et variées.

Marc Dufumier
Agro Paris Tech Paris

Hubert Cochet, *La question agraire en Afrique du Sud : échec d'une réforme.*, Paris : Focales n° 17, Éditions de l'AFD, 2013, 158 pages, ISSN : 2105-5386

Depuis la crise des approvisionnements alimentaires de 2007/2008 et la hausse des cours mondiaux des produits agricoles qui s'en est suivie, l'Afrique sub-saharienne est l'une des régions du monde les plus affectées par le phénomène de l'accaparement de terres agricoles (*land grabbing*). Nombreux sont en effet les gouvernements africains qui, déçus par la faible productivité apparente de leurs paysanneries, s'efforcent désormais de vendre ou de louer de vastes étendues de terres arables à des investisseurs étrangers avec l'espoir que ces derniers les mettent intensément en valeur au sein de grandes exploitations moto-mécanisées et puissent ainsi amoindrir la dépendance alimentaire de leurs pays. Or l'ouvrage d'Hubert Cochet sur la question agraire en Afrique du Sud tend plutôt à démontrer que cela ne serait que pure illusion.

Le livre fait la synthèse de six études régionales réalisées entre 2009 et 2012 sous la direction d'enseignants-chercheurs d'Agro-ParisTech et de Montpellier Sup-Agro, en coopération avec le Cirad et l'Université de Pretoria. Les régions concernées ont été choisies de façon à illustrer six grands types de situations agraires bien différents les uns des autres, au sein desquels se côtoyaient à chaque fois des exploitations de grande taille, dites "commerciales", et de petites unités de production de paysans noirs, avec un dualisme très prononcé. L'objectif de la recherche était tout d'abord de relater l'histoire récente des diverses formes d'exploitations agricoles existantes dans chacune des régions, d'analyser finement les systèmes de production agricole mis en œuvre en leur sein, et de comparer ensuite leurs performances économiques : productions brutes, valeurs ajoutées à l'hectare, productivité du

travail, revenus agricoles, etc. L'idée était aussi de pouvoir y évaluer les résultats de la réforme agraire post apartheid, près de 20 ans après l'élection de Nelson Mandela à la présidence de la République.

Au travers de ces études, l'agriculture sud-africaine paraît bien illustrative de ce qui peut résulter d'un processus de spoliation de terres agricoles par une minorité d'exploitants. Ici, il s'agit d'un processus intervenu au cours des dernières décennies du XIX^e siècle – consacré par la promulgation de la loi foncière (Land Act) de 1913 –, avec la constitution de très grandes exploitations agricoles « blanches » et le refoulement de l'immense majorité des paysans « noirs » sur des terres marginales, isolées et de mauvaises qualité, dans les *homelands*. Les systèmes de production actuellement pratiqués dans les très grandes exploitations à salariés sont particulièrement extensifs et peu pourvoyeurs d'emplois. Malgré le très bas coût de la main-d'œuvre salariée, les exploitants ont finalement opté pour la moto-mécanisation des tâches agricoles avec substitution de machines et de moteurs à la force de travail humaine. Tant et si bien que « le sous-emploi rural atteint aujourd'hui des sommets en Afrique du Sud, peut être sans égal dans le monde ».

De façon à pouvoir produire à grande échelle et rentabiliser au plus vite les immobilisations de capital réalisées dans le machinisme, les investisseurs latifundiaires ont choisi pour la plupart de fortement spécialiser leurs systèmes de culture ou d'élevage. Il en résulte aujourd'hui une productivité du travail souvent très élevée dans les exploitations agricoles de grande taille : plus de cent fois supérieure à celle de la paysannerie noire sous-équipée. La part de la valeur ajoutée réservée à la rémunération de la main-d'œuvre salariée étant le plus souvent inférieure à 30 % (voire même parfois 10 %), les écarts de revenus entre exploitants agricoles sont encore bien

plus considérables : de 1 à 10 000 entre celui d'un paysan pauvre travaillant pour son propre compte dans les anciens *homelands* et celui d'un patron d'une grande exploitation moto-mécanisée ! D'où les fortes tensions sociales qui persistent en milieu rural et que ne parviennent pas à atténuer les trop peu nombreuses créations d'emplois en ville.

Or la réforme agraire entreprise depuis l'abolition de l'apartheid n'a pas non plus grandement contribué à régler la situation des 2,5 millions de ménages paysans engagés dans des activités agricoles. Cette réforme « assistée par le marché » et fondée sur le principe libéral de « *willing buyer, willing seller* » a consisté surtout à « déracialiser » l'accès au foncier agricole et à l'eau d'irrigation. Il s'est agi pour l'essentiel de faciliter l'émergence de grands propriétaires fonciers noirs (*emerging farmers*) en aidant ces derniers à acheter les terrains agricoles que d'anciens propriétaires blancs étaient disposés à vendre. Mais sans pour autant remettre en cause le caractère patronal ou capitaliste des exploitations agricoles au sein desquelles la main-d'œuvre est restée salariée. Avec donc, pour objectif principal, de rémunérer au mieux leurs dirigeants et les détenteurs du capital. Il n'a en fait été que très rarement question de redistribuer les terres et le capital d'exploitation au profit de paysans qui auraient eux-mêmes travaillé pour leur propre compte, avec le souci de rémunérer au mieux la main-d'œuvre familiale.

Pire encore, les grands propriétaires noirs ayant souvent manqué de capital pour investir sur leurs nouveaux terrains ont été maintes fois contraints de louer ces derniers ou de sous-traiter tout ou partie des tâches agricoles à leurs voisins déjà équipés, à savoir le plus souvent de grands propriétaires blancs. Au point d'aboutir en fait à une concentration encore accrue des unités de production agricoles. Le nombre

des grandes exploitations est ainsi passé de 60 000 à 40 000 environ en l'espace de vingt ans. Et les systèmes de production agricole destinés à rentabiliser au plus vite les placements de capitaux y sont toujours restés extensifs et peu créateurs d'emplois.

Le livre montre néanmoins que dans les quelques cas étudiés, où la paysannerie noire a quand même réussi à se faire redistribuer des terrains agricoles et du capital d'exploitation, l'agriculture pratiquée dans les nouvelles exploitations agricoles familiales marchandes y est bien plus intensive en travail et parvient à dégager des valeurs ajoutées à l'hectare bien plus élevées que celles obtenues dans les grandes exploitations capitalistes ou patronales du voisinage situées dans des conditions écologiques similaires. Et cela grâce à un plus grand usage d'une ressource nationale qui ne coûte rien à la société : la main-d'œuvre rurale qui sort du chômage ou du sous-emploi. L'ouvrage présente une belle démonstration du fait qu'une authentique réforme agraire redistributive devrait pouvoir être envisagée en Afrique du Sud non seulement du point de vue de la justice sociale mais aussi pour des raisons d'efficacité économique.

Marc Dufumier
Agro Paris Tech Paris

ÉCONOMIE

Pierre Grou, *Essors et déclin des classes dirigeantes. Nouvelles approches, appliquées aux déclin de plusieurs pays industrialisés début XX^e siècle*, Publisud, Paris, 2014, 236 pages, ISBN : 978-2-36291-052-4, 22 €

On constate, dans nombre de pays, un état d'appauvrissement (déclin du taux de croissance, endettement, chômage, pauvreté) qu'on explique en termes de crise.

Encore convient-il de donner à ce terme une définition rigoureuse et d'en fournir une explication. Ce sera ici en se référant à l'idée de déclin des classes dirigeantes, ce déclin se manifestant quand ces classes ont « atteint une limite dans la mise en œuvre du couple projet de progrès/espace économique » (p. 18), conceptualisation à laquelle est consacrée la première partie de l'ouvrage, une seconde partie décrivant ce qu'il en est, en ce domaine, au début du *xx^e* siècle.

En se situant dans la très longue période, on peut distinguer différentes phases où dirigeants et classes dirigeantes se sont tour à tour manifestés. Dans les sociétés préhistoriques de chasseurs-cueilleurs, les responsables de la conception et de la répartition des tâches sont les chefs de tribus puis, lorsqu'une sédentarisation est apparue au néolithique, les chefs de village leur succèdent. Un partage des rôles entre classes dirigeantes et classes dirigées se retrouve lorsque se constituent les premières civilisations en Afrique et en Asie ; surgit alors la forme État, représentée tour à tour par les despotes orientaux en mode de production asiatique, par les États féodaux, puis par les démocraties représentatives. Une fois les classes dirigeantes identifiées, il convient de s'interroger sur les réalisations recherchées, dans des espaces économiques déterminés, par le niveau technologique atteint. Trois grandes périodes de dynamisme de progrès, entraînant chacune des transformations d'espace économique, peuvent être repérées : celle des chasseurs-cueilleurs, celle de la domestication de la nature au néolithique, celle enfin de la révolution industrielle. À chacune de ces périodes correspond un élargissement des échelles d'espace économique, un accroissement de leur nombre et une articulation entre eux. On parle de déclin lorsque la dynamique de progrès cesse de fonctionner. Différentes explications du déclin ont été données : invasion, perte de débou-

chés, blocages psychologiques ou culturels. Ici sera retenue l'idée d'impossibilité pour les classes dirigeantes de dépasser les limites atteintes par les espaces économiques, entraînant un appauvrissement des sociétés. Ce qu'on peut vérifier pour chacune des trois périodes distinguées plus haut. Dépassées par les événements, les classes dirigeantes adoptent, pour garder le pouvoir, des pratiques obscurantistes dans le domaine de la religion, se replient vers l'accroissement de la possession d'argent, pratiquent une répression accrue. On ne sortira de cette situation que si de nouveaux projets de transformation des espaces économiques sont élaborés par de nouvelles fractions de classes dirigeantes.

Quittant le passé, on peut se plonger dans le présent pour voir comment la dynamique précédemment évoquée est actuellement en train de jouer. La mondialisation observable aux *xx^e* et *xxi^e* siècles se caractérise par la mondialisation de la production, processus irréversible faisant apparaître, après la région, la nation, le continent, un quatrième espace, le Monde. Une cohérence entre ces différentes échelles doit être réalisée. Dans la recherche de cette cohérence se font jour quelques tentatives, celle de l'Allemagne en Europe, celle de la Chine en Asie. Mais pour la plus grande partie des pays industriels, on observe une double incapacité des classes dirigeantes à analyser le processus de mondialisation économique et à concevoir des projets de progrès destinés à transformer les échelles de l'espace économique. On retrouve alors toute la série de pratiques sociales déjà observées : obscurantisme, repli vers l'accroissement de la possession d'argent, recherche de boucs émissaires. Pour que des projets de progrès puissent apparaître, il est nécessaire de rechercher des échelles collectives sur les quatre espaces économiques de la mondialisation, de trouver des projets collectifs correspondant à ces échelles. Autrement dit, pour que subsiste quelque espoir, il convient

de faire nôtre la toute dernière phrase de l'ouvrage : « Il convient qu'à l'obscurantisme diffusé par la "toute puissance de l'Argent", expression du déclin de beaucoup de classes dirigeantes du début ^{xxi}^e siècle, soit opposé un "Nouvel Esprit des Lumières" apte à aboutir à une prospérité souhaitée par les pays en déclin ainsi que pour l'ensemble du monde. »

Guy Caire
Université Paris-X-Nanterre

URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

Bernard Charlery de la Masselière et Bernard Calas (dir.), *À la croisée du transect. De la montagne à la ville. Éloge d'une géographie tropicale traversière*, Presses universitaires du Mirail/Presses universitaires de Bordeaux, Toulouse/Bordeaux, 2014, 358 pages, ISBN : 978-81076-0325-8, 28 €

Cet ouvrage collectif, rédigé par des géographes, est un hommage rendu à François Bart, professeur émérite de géographie à Bordeaux, ancien directeur de la revue *Les Cahiers d'Outre-Mer*, membre de l'Académie des sciences d'Outre-Mer, spécialiste reconnu des montagnes tropicales et de l'Afrique orientale mais ayant travaillé également en Afrique centrale, dans le Sahel, en Nouvelle Calédonie et en Guadeloupe. Le titre de l'ouvrage intrigue. Le transect se définit comme le dispositif d'observation de terrain à plusieurs échelles ; la croisée du transect permet d'aller au travers et au-delà d'ensembles constitués. Le paradigme de complexité, de déplacement des frontières, de prise en compte de l'incertitude constitue le fil directeur méthodologique d'un ouvrage rédigé à plusieurs plumes. Il traite des questions plurielles, climatiques, des zones montagneuses, des paysanneries, des zones urbaines dans des contextes divers où l'Afrique est particulière-

ment présente. L'ouvrage bénéficie d'une iconographie de qualité et donne une pluralité d'éclairages géographiques.

Philippe Hugon
Université Paris-Ouest-Nanterre

MONDES ÉMERGENTS

Pierre Salama, *Des pays toujours émergents ?*, La Documentation française (coll. « Doc en Poche/Place au débat »), Paris, 2014, 160 pages, ISBN 978-2-11-009877-1, 5,99 €

Pierre Salama vient de publier un ouvrage, modeste par sa taille mais non par son contenu, sur les pays émergents. Il est publié à La Documentation française dans la collection « Place au débat ». Ce livre très pédagogique est le complément du n° 219 de la *Revue Tiers Monde* portant sur les BRICS et dirigé par le même auteur. Il est composé de sept chapitres apportant des réponses à la question formulée dans le titre et contribuant au débat actuel sur la durabilité de l'émergence des nouveaux pays. La réponse de l'auteur, bien que nuancée, est plutôt celle d'un miracle qui peut se transformer en mirage. Cet ouvrage économique, de lecture facile et évitant les jargons, est rédigé par un spécialiste qui dans les encadrés rappelle les définitions de base. Reposant sur une rigueur de l'analyse économique, il est très bien informé et actualisé. Deux seuls regrets : la bibliographie et sithothèque sur un sujet très étudié auraient pu être davantage exhaustives pour éclairer le débat et la lecture économique des trajectoires, au-delà de sa rigueur analytique et des informations chiffrées par pays, a des limites pour comprendre les inflexions, les ruptures ou la durabilité des trajectoires. Les économistes appellent « pays » des ensembles sociopolitiques qui sont aussi des puissances, des États-nation ou des pôles régionaux. L'auteur a certes le mérite de traiter de l'environnement, mais

la prospective ne peut être qu'interdisciplinaire et prendre en compte notamment les questions de l'État, de la sécurité et de la défense, des liens entre les référents identitaires et la globalisation, les relations entre les territoires régionaux et les ensembles régionaux ou le déplacement du centre de gravité du capitalisme, de la richesse et de la puissance et du rôle des émergents dans un monde pouvant devenir multipolaire. Le débat interdisciplinaire sera, je l'espère, relancé à partir de cet ouvrage de qualité.

Philippe Hugon
Université Paris-Ouest-Nanterre

Hervé Rakoto Ramiarantsoa et Chantal Blanc-Pamard, *Biodiversité en partage. Reconfigurations des ruralités dans le corridor forestier betsiléo tanela (Madagascar)*, IRD Éditions (coll. « À travers champs »), Paris, 2014, 215 pages + 48 pages d'annexes, ISBN : 978-2-7099-1832-9, 42 €

À première vue, le sujet peut paraître un peu étroit : une zone particulière de Madagascar (mais qui couvre quand même 500 000 hectares, dont une forêt qui abrite plusieurs variétés de lémuriers) et une analyse qui porte sur la biodiversité et les politiques environnementales. Mais, à travers ce thème, le livre apporte une réflexion critique qui, par son contenu et ses méthodes, peut intéresser géographes mais aussi sociologues, économistes, écologistes ou « développeurs », en analysant la difficile rencontre ou compatibilité entre les politiques de conservation et les intérêts des paysans, les logiques différentes, les interprétations, les ruses et les contournements, les pratiques des différents acteurs et leurs effets. Les auteurs remettent la situation actuelle dans sa perspective historique : quand Gallieni crée le service des Eaux et Forêts au début du ^exx siècle, c'est pour alimenter les locomotives du chemin de fer, terminé en 1935, qu'on plante des eucalyptus. Les méthodes

actuelles de conservation et d'interdiction de la forêt sont dans la continuité des pratiques coloniales (même s'il existe de nouveaux acteurs, comme les grandes ONG environnementales et de nouveaux discours).

Les deux géographes font un grand usage des généalogies, qui expliquent les emprises foncières et leur légitimité. Ils montrent les diverses interprétations possibles des termes malgaches qui véhiculent les discours internationaux sur les politiques environnementales. En bons géographes ils utilisent de nombreuses cartes (18), tableaux (14), figures (16) et un encart photo qui permettent de rendre visible et de mieux comprendre les réalités du terrain. On appréciera notamment la description des évolutions des politiques malgaches sur la longue durée, l'arrivée de nouveaux acteurs (les grandes ONG environnementales) et de leurs financements, les réactions des paysans et les limites de la participation, malgré les discours sur l'appropriation nécessaire et la gestion concertée, les résultats partiels des actions qui entraînent une coupure entre la forêt et l'agriculture alors qu'elles étaient antérieurement bien intégrées dans les systèmes de production, les perturbations dans les systèmes fonciers et l'élevage, le maintien ou le renforcement des inégalités, le peu d'effet sur la lutte contre la pauvreté, les interdictions non respectées, comme la fabrication de manches d'*angady* (« bêche à percussion lancée »), de *toaka gasy* (alcool artisanal) ou encore de pêche à l'écrevisse. Les auteurs proposent même en conclusion une réorientation des politiques, fait relativement rare chez les chercheurs, tenant compte des effets négatifs constatés par des « mesures environnementales prises depuis les années 1990 » qui « ont recomposé les systèmes agraires » par les « dispositifs de conservation de la forêt ». Ils recommandent une « biodiversité sans partage » car « cette écologisation ne va pas de soi » et doit s'accompagner de normes et savoirs partagés,

s'appuyant sur les savoirs des sociétés paysannes. La forêt, pour les populations, « se définit comme un espace de pratiques et de savoirs indispensables dans le cadre du système de production local et de l'organisation sociale. Elle est une ressource qui ne se caractérise pas par sa rareté mais par sa place dans le système économique, social et territorial ». Pour les auteurs, « une telle perception guide l'usage de la forêt. Elle est en dissonance avec les modèles publics de la gestion de la forêt. Ces derniers fondent leur action sur le dualisme nature/société, ce qui reflète l'influence des grandes ONG internationales comme CI, WWF, WCS, à l'œuvre dans le pays. Fondamentalement naturalistes et biocentrées, ces ONG restent confrontées à la question de la prise en compte des activités des populations locales ». Ceci crée des « aires protégées distinctes, sépare les mandats de conservation et de développement. Ruralité et environnement, éléments que combinent les systèmes agraires, se trouvent ici distancés par les politiques publiques ».

En conclusion, les politiques environnementales, priorisant la conservation, entraînent des perturbations importantes dans les systèmes agraires et ne valorisent pas les savoirs locaux. Au-delà des discours, elles ne sont qu'un « réceptacle d'actions décidées ailleurs, au sein d'autres instances (...). Elles imposent une gestion qui échappe aux sociétés rurales locales, apportent la peur du déguerpissement. Elles contribuent à renforcer la domination du Gouvernement et de l'extérieur sur la paysannerie ». Il s'agit donc d'un livre de grande qualité et d'actualité, qui « reste attaché à une approche empirique des savoirs et des politiques locales, attentive à la compréhension des logiques rurales et soucieuse d'en souligner la cohérence mais aussi les limites ».

Dominique Gentil

Bernard Berendsen, Tom Dietz, Henk Schulte Nordholt et Roel van der Veen (dir.), *Asian Tigers, African Lions, Comparing the development performance of Southeast Asia and Africa*, Leiden, Brill (coll. « African Dynamic »), vol. XII, 2013, 524 pages, ISBN : 978-90-04-25653-8, 59 €

Ce livre traite d'un sujet important : pour quoi certains pays décollent et d'autres non. L'approche est donc comparative, ce qui n'est pas très fréquent dans les études sur le développement. Cette approche rappelle les essais de Barbara et Stanley Stein (*L'Héritage colonial de l'Amérique latine*, Maspero, 1979) et, plus récemment, l'ouvrage de Daron Acemoglu et James A. Robinson intitulé *The Origins of Power, Prosperity and Poverty. Why Nations Fail ?* (Crown Business, 2012). Le livre est composé de six parties. La première, comprenant quatre articles, présente la méthodologie et les principaux résultats. Les quatre parties suivantes comparent un pays d'Asie et un pays d'Afrique, par exemple l'Indonésie et le Nigéria ou bien la Malaisie et le Kenya. Chacune de ces parties est composée de trois à quatre études. Les thèmes traités sont principalement l'agriculture, la corruption, l'industrialisation et les politiques industrielles, la baisse de la pauvreté. Enfin, la dernière partie, sous forme de conclusion, traite des perspectives.

Les pays asiatiques analysés dans ce livre font partie de l'Asean : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Vietnam. Les pays africains sélectionnés par les auteurs sont exclusivement anglophones : le Nigéria, l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya. L'idée de base est que certaines caractéristiques sont partagées entre les pays asiatiques et africains (à des degrés divers). Ces traits communs sont le *rent seeking*, le néopaternalisme, la corruption (« organisée » en Asie donc prédictible, « désorganisée » en Afrique donc

peu prédictible), le clientélisme, la qualité des institutions, etc. Ces caractéristiques communes sont en général mises en avant pour expliquer la tendance à la stagnation du revenu par tête des pays africains. Or elles ne semblent pas avoir entravé le décollage des pays asiatiques étudiés. Ils ne sont donc pas suffisants, en eux-mêmes, pour expliquer la stagnation ou la croissance. En optant pour une approche qui met en avant le déroulement du développement (« *tracking development* ») et en comparant les pays, les auteurs mettent en avant les facteurs qui vont permettre un essor économique. L'une des études, celle de David Henley et Jan Kees van Donge, souligne ainsi que trois conditions doivent être remplies simultanément pour que la croissance soit élevée et durable :

- une stabilité macro-économique (faible inflation, faible sous-évaluation de la monnaie nationale) ;
- la liberté économique pour les paysans et les petits entrepreneurs, c'est-à-dire la liberté de choisir ce qu'ils désirent produire et à qui le vendre, liberté compatible selon les auteurs avec une présence forte de l'État et ne pouvant donc être réduite à une diminution de son intervention. Ainsi, un État fort peut subventionner des fertilisants, des crédits aux paysans, aider à maintenir leurs revenus lorsque les prix de marché baissent, les protéger de la concurrence extérieure. Pour autant, l'État ne se substitue pas au marché, mais l'oriente ;
- enfin, une politique de dépenses publiques destinée aux paysans et aux infrastructures rurales visant à diminuer la pauvreté.

On observe, selon les auteurs, que ces conditions sont remplies simultanément dans les pays asiatiques étudiés, alors qu'ils ne le sont que partiellement – c'est-à-dire non simultanément – dans les pays africains étudiés, ou de manière non durable (comme en Tanzanie). À ce stade de la lecture de l'ouvrage, le spécialiste reste un peu

frustré : ces trois conditions sont importantes certes, mais qu'est ce qui explique qu'elles soient remplies ici et pas là, quelle est l'évolution des contradictions entre les groupes sociaux, leurs rapports à l'État, étant entendu que celui-ci se construit (on pense ici à la distinction entre proto-État et État) ? Le chapitre qui suit cherche à répondre à ces questionnements. L'auteur (Peter Lewis) entreprend d'expliquer les divergences dans les parcours économiques à partir de cinq approches. La première est d'ordre historique. Ici sont soulignés les différents modèles de formation des États en prenant en considération les structures précoloniales, les effets des colonisations, notamment et surtout en Afrique avec la dilution, voire la désorganisation des « nations ». La deuxième traite de l'approche structurelle entendue ici comme l'observation de traits qui restent relativement invariants sur une période assez longue : la faible densité démographique (faible marché intérieur si le territoire n'est pas vaste), la faiblesse des ressources naturelles (cette situation pouvant changer selon l'évolution des techniques), la géographie (accès à la mer ou non), la diversité ethnique, souvent conséquence de frontières tracées par le colonisateur. À l'inverse, l'accès à la mer peut favoriser le commerce international, la forte densité démographique, l'apparition d'États forts et centralisés, une faible diversité démographique peut rendre plus aisée la définition de politiques économiques, etc. La troisième approche est plus classique : elle traite des choix de politiques économiques. Selon l'auteur, une politique « réaliste » de change, une pression fiscale qui ne soit pas trop importante, une dette extérieure soutenable, une faible inflation, une redistribution des fruits de la croissance et surtout une politique économique visant les marchés extérieurs sont préférables à des politiques économiques qui chercheraient à protéger l'industrie nationale en subventionnant la substitution des importations, qui

favoriseraient des déficits budgétaires trop importants, qui permettraient une inflation élevée. Il s'agit probablement de la partie la plus faible de l'étude. Une comparaison avec des pays latino-américains durant l'époque de leur croissance élevée aurait permis de nuancer le propos et enrichi son caractère analytique en évitant que des effets soient confondus avec des causes. De même, une comparaison avec la Chine ou avec l'Inde aurait permis de comprendre qu'une politique favorisant les inégalités de revenus puisse, sous certaines conditions, favoriser une forte croissance elle-même source d'inégalités accentuées. L'approche institutionnelle avec le respect des droits de propriété, l'accès à une information relativement transparente, est également évoquée mais ses limites ne sont pas suffisamment présentées et discutées (quid du non-respect des droits de propriété en Chine par exemple et de sa croissance élevée ?). Enfin la dernière approche concerne le contexte politique. L'auteur souligne le rôle de l'État « développeur » tout en soulignant que l'émergence de ces États constitue en elle-même un objet de recherche.

Les études comparatives donnent à ce livre un intérêt particulier. Comprendre le succès économique d'un pays permet de mieux appréhender les insuccès d'un autre à condition de contextualiser. On aurait cependant aimé que les questions démographiques soient davantage traitées dans cet ouvrage et surtout que les auteurs analysent plus en profondeur les potentialités (et les limites) d'une croissance élevée reposant sur une économie de rente. On sait en effet que la recherche de matières premières, l'entrée de la Chine en Afrique, ont pu accélérer leur croissance ces dernières années. Ayant favorisé une analyse privilégiant la substitution des exportations reposant sur l'éclatement international de la chaîne de valeur, au détriment des économies dites de rente, les auteurs n'ont pu prévoir ni le boom éco-

nomique de plusieurs pays d'Afrique ces dernières années ni les limites de ce boom.

Pierre Salama
Université Paris-XIII

Jean-Raphaël Chaponnière et Marc Lautier, *Les économies émergentes d'Asie. Entre, État et marché*, Armand Colin (coll. « U »), Paris, 2014, ISBN : 978-2-200-28851-8, 269 pages, 27 €

Jean-Raphaël Chaponnière et Marc Lautier, deux très bons spécialistes des économies asiatiques, viennent de publier un ouvrage à vocation pédagogique qui constitue une remarquable synthèse sur les économies émergentes d'Asie. Ce continent, composé de pays très hétérogènes, peut être perçu comme une tour de Babel mais il a été, avec des décalages dans le temps et des effets de contagion régionale, globalement caractérisé à la fois par une dynamique économique et par une convergence vis-à-vis des pays matures occidentaux. L'ouvrage est composé de neuf chapitres traitant à la fois des dimensions historiques des trajectoires des économies d'Asie, du socle institutionnel de l'émergence, du vol des oies sauvages, de l'irruption de l'Asie dans l'économie mondiale, de l'intégration régionale, du creusement des inégalités mais également de l'émergence des classes moyennes. Deux chapitres sont consacrés à l'Inde et au rôle des services et à la Chine et à son industrie. Le dernier chapitre traite de perspectives et de prospectives en essayant de voir en quoi le XXI^e siècle sera ou non asiatique.

L'ouvrage est très bien informé, actualisé, fait preuve de rigueur analytique et de plus répond au souci pédagogique de la « collection U ». Une bibliographie importante signale les références de base. Les questions historiques et institutionnelles permettent de donner de l'épaisseur à la trame économique. Les raisons du rattrapage asiatique, de la contagion régionale de la croissance et de la crise de 1997 sont trai-

tées avec une grande rigueur. Au-delà des dynamiques économiques communes, l'ouvrage montre les importantes différences non seulement entre les grandes puissances que constituent le Japon, l'Inde et la Chine, mais également entre l'Asie de l'Est vieillissante et l'Asie du Sud restée jeune.

Quelques légers regrets toutefois. Certaines questions importantes, ayant notamment trait à la défense, aux rivalités entre puissances ou à l'environnement limitant le maintien d'un modèle énergivore, carboné, générateur de pollution, ne sont pas traitées. L'important débat lancé à la Banque mondiale sur pression des Japonais ayant donné lieu au rapport *East Asian Miracle* aurait mérité un développement pour traiter de l'argumentaire entre les partisans du marché. Enfin, l'ouvrage traitant des économies émergentes n'a pas abordé les économies qui échappent à cette contagion de la croissance (non seulement la Corée du Nord mais le Cambodge, le Laos, Myanmar etc.). Une comparaison des trajectoires des « émergents » et des « non émergents » aurait été également riche d'enseignement.

Philippe Hugon
Université Paris-Ouest-Nanterre

ESSAI

Jacques Claessens, *Qui a dit que nous avons besoin de vous ? Récits de coopération internationale*, Écosociété, Montréal, 2013, 261 pages, ISBN 978-2-89719-079-8, 19 €

Ce livre représente une partie de l'expérience concrète de l'auteur, Jacques Claessens, un Canadien d'origine belge, consultant en développement dans des missions au Burkina Faso. L'ouvrage devait faire partie d'une trilogie. Les volets suivants devaient relater ses expériences en Guinée et au Mali, mais l'auteur est malheureusement décédé avant de compléter son œuvre. Ce

livre représente, à toutes fins pratiques, une source quasi ethnographique sans censure ni complaisance, non pas sur les populations « à développer » mais plutôt sur les pratiques et les praticiens, du développement, vus par un observateur participant. Il y expose tristement et lucidement, sans développer formellement son cadre théorique, certains travers de la coopération internationale qu'on ne peut ignorer. Certains ouvrages, même si leur articulation théorique n'est pas sophistiquée et s'ils ne sont pas des livres scientifiques au sens le plus strict, méritent d'être lus. Le livre de Jacques Claessens est l'un de ces livres.

Claessens organise son ouvrage en trois récits qui présentent deux projets de développement réalisés au Burkina Faso, une mission pour évaluer un projet de gestion de l'eau et des nomades. Une deuxième mission évalue un projet forestier, exemplaire aux yeux de Claessens. Le troisième récit relate un voyage, en 2010, quinze ans plus tard. À ce moment-là, il tente de voir à quoi ont abouti les efforts consentis. Lors de ce dernier voyage, il en profite pour visiter une mine d'or canadienne en territoire burkinabé. Les deux projets évalués se révèlent être des échecs. Claessens explique ces débâcles en grande partie par l'inadéquation entre l'expertise des responsables étrangers de ces projets et la réalité locale, de même que par le manque de deux précieuses vertus dans la gestion des projets des agences onusiennes de développement : la patience et l'écoute. Cette patience qui permet de savoir qu'on ne gère pas un troupeau sahélien avec une expertise fondée sur l'élevage de vaches laitières européennes ; qu'on ne sédentarise pas aisément des nomades ; qu'on n'a pas, en somme, le temps d'écouter les populations qu'on prétend aider. Il blâme aussi les grandes structures et l'ambition des individus qui font échouer un projet de gestion forestière qui fonctionnait, selon lui, à merveille – parce que ses gestionnaires externes locaux coopéraient

réellement avec leurs vis-à-vis locaux et nationaux ; ils avaient eu la patience de discuter avec les populations ; ils traitaient les gens comme s'ils étaient des acteurs de leur propre développement. Claessens met ainsi en récit ce qu'on sait, en théorie, sur les problèmes et les ratés du développement.

C'est alors que Claessens visite une mine d'or exploitée par la canadienne lamGold. Même si on le sent méfiant vis-à-vis du projet, principalement à cause de ses conséquences environnementales et de la gestion froide et peu humaine des populations déplacées par le projet, il fait preuve d'intégrité : il ne dénonce pas, il ne fait que poser des questions, il partage avec nous les doutes suscités par cette visite. Ce faisant, il ne s'aventure pas au-delà de sa compétence professionnelle d'analyste. Cette humilité sur un sujet hors de sa compétence primaire renforce la portée de son témoignage et de son jugement dans les autres chapitres.

En optant pour la forme du récit plutôt que pour celle du discours scientifique, Claessens peut, par la bouche d'une des personnes rencontrées au fil de ses missions, nous donner une leçon à l'africaine qui, somme toute, éclaire beaucoup de problèmes de développement à travers une typologie pour le moins originale :

« Les Blancs-Blancs, ce sont les Occidentaux qui se cantonnent dans les hôtels, dans les ambassades ou encore les organisateurs de safari à l'abri de leurs caméras. Ce sont aussi les journalistes qui, à peine arrivés, écrivent sur l'Afrique dans les journaux de Paris, de Bruxelles ou de Montréal. Les Blancs-Noirs, ce sont les Occidentaux comme vous, et ils sont peu nombreux, qui

viennent ici parce qu'ils portent quelque intérêt aux Noirs que nous sommes, mais sans jamais nous comprendre. Et enfin les Noirs-Blancs, ce sont les fonctionnaires africains qui ont pu se trouver une place dans les bureaux et qui se remplissent les poches sur le dos des petits, roulent en 4 × 4 et jouent aux Blancs. » (p. 225)

La question centrale qui sous-tend le livre est tout simplement la pertinence de la pratique actuelle du développement institutionnalisé. L'auteur partage de manière vivante et directe son expérience et son malaise vis-à-vis des maladresses et des échecs du développement par les grandes institutions. Ce livre rappelle *The development game* de Leonard Frank (1986) ou *The Anti-Politics Machine* de James Ferguson (1990)¹ de par la puissance de l'évocation de la réalité du développement qu'il opère, jusque dans ses aspects les plus absurdes.

Ce livre illustre de manière très vivante la théorie du développement. Il soulève surtout des questions auxquelles la communauté du développement n'a pas encore réussi à répondre ; il met en évidence des vérités dérangementantes qu'il est moralement difficile d'ignorer. Il rappelle que le développement n'est pas facile à constituer et qu'il faut faire preuve d'ingéniosité pour éviter les excès qui se produisent dans l'industrie. D'une écriture simple, facile à lire, ce livre s'adresse, à un large public mais il pourra aussi être parcouru avec intérêt par les praticiens et les chercheurs qui travaillent dans le domaine du développement. Ces derniers y trouveront une véritable source ethnographique issue d'un long travail de terrain.

Jano Bourgeois
UQAM, Montréal

1 Leonard Frank, « The development game », in *In Trouble Again. A Special Issue of Travel Writing*. (Granta Publications, 1986, p. 231-243) ; James Ferguson, *The Anti-Politics Machine. « Development », Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho* (Cambridge University Press, 1990).

REMERCIEMENTS

La *Revue Tiers Monde* remercie les personnes suivantes pour leur participation dans l'élaboration des numéros pour l'année 2014.

Tania Angeloff (Université Paris-1)
Laëtitia Atlani-Duault (IRD)
Guy Caire (Université Paris-10)
Jean Cartier-Bresson (UVSQ)
Blandine Destremau (CNRS-Lise)
Marc Dufumier (AgroParisTech)
Jean-Jacques Gabas (Cirad)
Dominique Gentil
Vincent Geronimi (UVSQ, Cemotev-Gemdev)
André Guichaoua (Université Paris-1)
Philippe Hugon (Université Paris-10)
François Ireton (Université Paris-7, Sedet-CNRS)
Sylvie Jaglin (Université Paris-Est Marne-la-Vallée, LATTs)
Pierre Janin (IRD)
Bruno Jetin (Centre d'économie Paris-Nord)
Alain Karsenty (Cirad)
Anne Le Naëlou (Université Paris-1)
Jaime Marques-Pereira (Université Picardie Jules-Verne)
Chloé Maurel (IHMC)
André Quesnel (IRD)
Pierre Salama (Université Paris-13)
Gilles Spielvogel (Université Paris-1)

Coordinateurs du numéro 220
Delphine Acloque Desmulier (Université Paris-10, Cedej)
Pierre Gasselin (Inra, SAD, UMR Innovation)
Henri Rouillé d'Orfeuil (Académie d'agriculture)

James Marque Pereira
Roxana Maurizio
Étienne Montaigne (Cirad)
Jean-Philippe Tonneau (Université de Nantes)
Aquiles Simoes (Université fédérale du Pará, Université Toulouse le Mirail)
Michel Streith (CNRS)
François Casabianca (Inra)
Philippe Bonnal (Cirad)
Éric Sabourin (Cirad)
Christophe Albaladejo (Inra)
Jean-Jacques Gabas (Cirad, Sciences-po)
Dominique Vidal
Sylvie Ayimpam (Imaf)

Remerciements

Michel Dulcire (Cirad)
Muriel Bonin (Cirad)
Omar Bessaoud (IAMM)
Thierry Ruf (IRD)

Coordinateur du numéro 219
Pierre Salama (Centre d'économie Paris-Nord, CNRS)

Coordinateurs du numéro 218
Pascale Absi (IRD)
Pascale Phélinas (IRD)

Coordinateurs du numéro 217
Natacha Borgeaud-Garciandía (Conicet/Flasco, Université Paris-1)
Isabel Georges (IRD, Université fédérale de São Carlos)